

Conférence de presse

**La bureaucratie, un piège coûteux:
les domaines dans lesquels
la Suisse doit agir**

24 novembre 2025



Communiqué de presse

Lundi 24 novembre 2025

La bureaucratie, un piège coûteux : la Suisse doit agir maintenant

Alléger rapidement et résolument les charges des entreprises et des exploitations agricoles

L'essentiel en bref :

- **En Suisse, plus de 30 milliards de francs par an de coûts liés à la bureaucratie pourraient être évités si les autorités rendaient leurs processus plus efficaces et optaient davantage pour des solutions numériques.**
- **Une réduction substantielle de la bureaucratie permettrait de libérer des capacités équivalentes à plus de 55 000 emplois à temps plein pour des activités productives.**
- **Les coûts liés à la réglementation se montent à quelque 80 milliards de francs. Il faut réduire les charges qui pèsent sur les entreprises et les exploitations agricoles maintenant afin qu'elles puissent continuer à produire en Suisse, un pays à revenus élevés.**

Les incertitudes internationales et une pénurie croissante de main-d'œuvre qualifiée exercent une pression non négligeable sur les entreprises suisses. Par ailleurs, le poids de la réglementation et de la bureaucratie continue de s'alourdir pour les entreprises et les exploitations agricoles. Pendant la législature précédente, le Parlement a élaboré ou adapté 203 lois et ordonnances au total. À mi-parcours de la législature actuelle, on voit déjà que le nombre de prescriptions continue de croître.

30 milliards de francs de coûts liés à la bureaucratie pourraient être évités chaque année

Des réglementations excessives et des coûts liés à la bureaucratie élevés pèsent sur les entreprises et les exploitations agricoles tout en freinant la croissance. Une nouvelle étude de BSS

Volkswirtschaftliche Beratung AG (BSS) et de l'Institut ifo montre à cet égard que :

- **D'autres États sont plus efficaces** : Des pays comme la Suède ou le Danemark se dotent de processus administratifs nettement plus efficaces et optent davantage pour des solutions numériques.
- **Des coûts bureaucratiques élevés pourraient être évités** : La comparaison internationale montre que la Suisse présente un potentiel d'amélioration considérable du côté de l'efficacité des processus administratifs. Si, il y a dix ans, la Suisse avait réduit la bureaucratie dans une mesure comparable à d'autres pays, son PIB par habitant serait, aujourd'hui, 5 % plus haut environ. La comparaison montre aussi que plus de 30 milliards de francs de coûts liés à la bureaucratie pourraient être évités chaque année, sans compter que les coûts totaux liés à la réglementation sont nettement plus élevés. Selon une estimation de l'Union suisse des arts et métiers, ils atteignent quelque 80 milliards de francs.
- **Réduire la bureaucratie accroît la productivité** : Une réduction nette de la bureaucratie soulagerait autant les petites, moyennes et grandes entreprises que les exploitations agricoles, et permettrait également de lutter contre la pénurie de main-d'œuvre qualifiée : à l'heure actuelle, de nombreux collaborateurs consacrent une trop grande partie de leur temps de travail à des tâches administratives. Selon BSS et l'institut ifo, réduire les charges qui pourraient être évitées libérerait

ainsi des capacités équivalant à plus de 55 000 emplois à temps plein pour des activités productives.

L'économie et l'agriculture réclament des mesures concrètes

En août dernier, le Conseil fédéral a décidé d'intensifier les efforts visant renforcer l'attractivité de la place économique suisse. Il a chargé les départements concernés d'élaborer des propositions pour alléger les réglementations existantes et d'examiner le report de projets en cours. Les quatre organisations faïtières estiment donc qu'il est temps d'agir. Des mesures concrètes doivent suivre. Les quatre organisations faïtières demandent au Conseil fédéral, au Parlement et à l'administration d'agir de manière conséquente et de réduire la bureaucratie d'ici à la fin de la législature.

Christoph Mäder, président d'economiesuisse, souligne que « l'économie a besoin de vrais allègements. Nous demandons la numérisation de toutes les interfaces entre l'économie et l'administration, un arrêt des nouvelles réglementations en matière de durabilité et un changement de cap en ce qui concerne les règles environnementales et énergétiques. C'est à cette condition que la Suisse restera compétitive et innovante. »

Fabio Regazzi, président de l'Union suisse des arts et métiers et entrepreneur, a insisté pour que « la loi visant à alléger les charges des entreprises, initiée par l'Union suisse des arts et métiers usam, soit mise en œuvre de manière conséquente. Plusieurs motions déposées par des membres de la Chambre de l'Union suisse des arts et métiers et par moi-même demandent par ailleurs l'instauration d'un frein aux coûts liés à la réglementation pour protéger les PME. En effet, la bureaucratie pèse davantage sur les PME que sur les groupes. Pour l'Union suisse des arts et métiers, veiller à l'efficacité de l'exécution n'est pas suffisant, il faut surtout de lutter contre des réglementations inutiles en soi. »

Selon Severin Moser, président de l'Union patronale suisse, « même en Europe, la Suisse n'est plus un modèle pour ce qui concerne la quote-part fiscale. Elle n'est plus, depuis longtemps, un 'État svelte', sachant que l'un des principaux moteurs de cette évolution est le vieillissement démographique et ses conséquences sur la politique sociale. Au lieu de relever continuellement les impôts et les cotisations salariales pour financer le 1^{er} pilier, il faut, enfin, une vraie réforme structurelle. »

Et, Markus Ritter, président de l'Union suisse des paysans USP, d'ajouter : « La surréglementation restreint la marge de manœuvre des entreprises qui souhaitent se développer de manière durable et pérenne. La protection des végétaux au moyen de constructions rurales renferme ainsi un grand potentiel, cela a été prouvé. Des exigences strictes et l'obligation d'obtenir une autorisation entravent pourtant fréquemment la construction de serres ou de tunnels en plastique. Cela n'est qu'un exemple parmi tant d'autres de corrections qui s'imposent d'urgence. »

Moins de bureaucratie, plus de prospérité

Alléger les charges des entreprises et des exploitations agricoles n'est pas une fin en soi. Réduire la bureaucratie, c'est accroître la prospérité, renforcer la compétitivité et améliorer les recettes fiscales à long terme. Une place économique attractive attire des investissements, encourage la création d'entreprises et favorise la présence d'emplois durables. Un allègement conséquent de la bureaucratie est donc plus que nécessaire pour renforcer l'attractivité de la place économique suisse.

Pour toute question :

- Silvan Lipp, responsable Communication, +41 44 421 35 57, media@economiesuisse.ch
- Simone Hinnen, responsable Communication et campagnes, +41 76 373 79 74, s.hinnen@sgv-usam.ch
- Stefan Heini, responsable du secteur Communication, +41 78 790 66 32, stefan.heini@arbeitgeber.ch
- Markus Ritter, président de l'Union Suisse des Paysans, +41 79 300 56 93, markus.ritter@sbv-usp.ch

Conférence de presse

Lundi 24 novembre 2025

Seul le discours prononcé fait foi.

La Suisse doit prendre exemple sur les meilleurs

Christoph Mäder, président d'economiesuisse

Madame, Monsieur,

Au nom des quatre organisations faîtières de l'économie et du secteur agricole, je vous souhaite la bienvenue à cette conférence de presse. Je vous remercie de votre intérêt et de votre participation.

En raison de l'actualité, je me permets de dire quelques mots sur la déclaration d'intention entre la Suisse et les États-Unis. Aux yeux d'economiesuisse, il n'y a pas de doute que c'est un bon deal. La surtaxe douanière de 39 % représente une charge énorme pour les entreprises suisses. La ramener à 15 % permet de sauver des milliers d'emplois dans notre pays. Et c'est bien de cela qu'il s'agit : nous devons prendre soin de notre place industrielle et des emplois en Suisse. Pour cela, la déclaration d'intention est très importante. economiesuisse a été étroitement impliquée, depuis le début, dans les discussions entre le secteur privé et la Confédération et continue de soutenir activement le Conseil fédéral pour la conclusion d'un accord avec les États-Unis.

La place économique suisse fait actuellement face à de nombreux défis. Il est crucial d'alléger les charges des entreprises rapidement et résolument. Pour ce faire, nous devons nous inspirer des meilleurs. Nombreux sont ceux qui pensent que la Suisse est le pays le plus libéral d'Europe et qu'elle offre les meilleures conditions-cadre aux entreprises. On se réfère volontiers à la France et à l'Allemagne, nos voisins, pour établir des comparaisons. Or ces deux pays se caractérisent par une bureaucratie et des dettes publiques massives. On le voit, cette vision est erronée.

Certains concurrents européens sont plus performants

Plusieurs places économiques européennes concurrentes offrent désormais de meilleures conditions-cadre que la Suisse dans des domaines fondamentaux. La Suède, par exemple, devance la Suisse pour ce qui est de l'allègement de la bureaucratie. Ce pays scandinave dispose de processus administratifs plus efficaces dans certains domaines et a aussi davantage opté pour des solutions numériques. Autrement dit, les entreprises suédoises font face à des charges administratives moins lourdes et disposent plus souvent de processus numérisés de bout en bout pour leurs relations avec l'État. Et la Suède n'est pas le seul pays à faire mieux que la Suisse dans certains domaines, je pourrais aussi vous parler du Danemark ou encore de l'Estonie.

Ce que je veux vous dire est la chose suivante : nous devons nous réveiller, ouvrir les yeux et poser un regard objectif sur les places économiques concurrentes. Si nous voulons revenir au sommet, nous devons aller de l'avant.

Place économique suisse : alléger rapidement et résolument les charges administratives des entreprises

Il faut agir avec détermination. Le monde politique est appelé à alléger considérablement les charges administratives des entreprises. Nous devons agir dans des domaines concrets. En voici trois :

- Premièrement, il faut **numériser** et standardiser de manière conséquente toutes les interfaces entre l'économie et l'administration. Pour cela, il faut introduire une authentification uniforme, dite « single sign-on », qui fonctionne partout et à tous les niveaux administratifs. Les processus numériques doivent enfin devenir plus simples, avec des portails compréhensibles et conviviaux et des responsabilités claires. Nous devrions aussi numériser entièrement les procédures officielles aux niveaux communal, cantonal et fédéral et établir des standards si possible uniformes. Les entreprises doivent pouvoir accéder aux services de notification et obtenir des autorisations de manière rapide, transparente et numérisée.
- Deuxièmement, nous devons éviter les réglementations inutiles dans notre **politique relative à la place économique**. Nous demandons que la Suisse utilise pleinement sa marge de manœuvre en matière de réglementation et ne reprenne pas des prescriptions telles que la directive européenne sur le devoir de vigilance en matière de durabilité (CSDDD), la taxonomie de l'UE ou le règlement européen sur la déforestation (EUDR). La Suisse devrait attendre que des solutions praticables et simplifiées soient en place au niveau européen avant d'examiner des adaptations de sa législation. Il n'est pas nécessaire d'ajouter un « Swiss finish » aux dépens de nos entreprises. Il est également clair que la nouvelle initiative « Entreprises responsables » est complètement déplacée à la lumière des évolutions actuelles au sein de l'UE et qu'elle doit être fermement rejetée. Le contre-projet envisagé par le Conseil fédéral doit absolument tenir compte des récentes évolutions au sein de l'UE.
- Troisièmement, les réglementations dans le **domaine de l'environnement et de l'énergie** sont devenues beaucoup trop complexes. On pourrait par exemple supprimer avec effet immédiat la taxe d'incitation sur les composés organiques volatils, ou COV, qui crée inutilement des charges administratives. Les objectifs fixés n'ont-ils d'ailleurs pas été atteints depuis longtemps ? Nous préconisons aussi de corriger la nouvelle ordonnance sur le CO₂, notamment en ce qui concerne les conventions d'objectifs, afin de créer la sécurité juridique pour les entreprises. Nous appelons, enfin, à renoncer à introduire un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM).

Mesdames et Messieurs, nous devons nous réveiller. Nous devons renforcer notre place économique. Mes collègues vont vous présenter d'autres domaines dans lesquels nous devons agir. Je passe maintenant la parole à Fabio Regazzi.

Fabio Regazzi, président de l'Union suisse des arts et métiers usam

Conseiller aux États Le Centre/TI

079 253 12 74

24 novembre 2025

Mesdames et Messieurs,

Je m'adresse à vous en tant que président de l'Union suisse des arts et métiers usam, mais aussi comme chef d'entreprise et représentant des PME au Parlement. Dans ces différentes fonctions, je me bats depuis longtemps – et quasi tous les jours – contre le fléau de la bureaucratie.

Permettez-moi d'illustrer mon propos par un petit exemple tiré du quotidien de mon entreprise : à Gordola, nous fabriquons des volets roulants, et nous avons besoin d'utiliser un local, jusque-là affecté au stockage, pour en faire désormais un espace de production. À cet effet, nous devons déposer une demande de permis de construire, contre laquelle il est théoriquement possible de faire opposition. Une telle procédure est-elle vraiment nécessaire ? Je me pose la question.

Autre exemple tiré des arts et métiers : un peintre doit rafraîchir le cadre d'une fenêtre chez un client. Il s'agit d'une intervention de routine qui dure une bonne heure. Mais comme le peintre a besoin d'une échelle pour réaliser ce travail, son entreprise doit disposer d'un concept de sécurité écrit. Chaque intervention appelle une évaluation des risques documentée. Concrètement, le peintre inspecte le lieu, vérifie s'il existe des risques particuliers en plus des situations habituelles, remplit un formulaire, le signe, et l'entreprise archive le tout. Une heure de travail chez un particulier s'accompagne donc à chaque fois de plusieurs minutes de formalités administratives – alors même que le travail et les risques ne varient guère d'un mandat à l'autre. C'est tout simplement disproportionné.

L'Union suisse des arts et métiers usam ne lutte pas contre la bureaucratie depuis hier. Elle le fait depuis de nombreuses années. C'est l'usam qui, par exemple, a lancé la loi sur l'allègement des coûts de la réglementation pour les entreprises – la LACRE. Cet engagement a porté ses fruits : avec l'entrée en vigueur de cette loi, nous avons récemment franchi une étape importante. Mais la LACRE doit désormais être appliquée méthodiquement. Le SECO doit examiner les allègements de manière systématique. Pour ce faire, l'usam lui a soumis des thèmes concrets, notamment dans les domaines de la statistique, de la fiscalité, des marchés publics, de la durabilité, des denrées alimentaires et dans le domaine médical. L'usam collecte en permanence les propositions des différentes branches, les analyse et les transmet à l'administration et au Parlement.

La lutte contre la bureaucratie est un travail de Sisyphe. Mais cette lutte est nécessaire. Selon nos calculs, les coûts de la réglementation en Suisse – à tous les niveaux – représentent au total environ 10% du produit intérieur brut. Soit quelque 80 milliards de francs, chaque année ! L'étude présentée aujourd'hui montre que des mesures d'efficacité permettraient à elles seules d'économiser environ 30 milliards de francs par an.

Une administration efficace et des processus numérisés sont importants. Cependant, se focaliser uniquement sur ces deux points serait réducteur. Car veiller à l'exécution efficace d'une réglementation ne dit pas si celle-ci est judicieuse. Certains pays affichent ainsi une quote-part de l'État très élevée, malgré une administration efficace. Un grand nombre d'entre eux se positionnent bien en termes d'interconnexion et de numérisation, pour les déclarations fiscales par exemple. Excepté que les employeurs doivent supporter davantage de tâches et de risques. Il arrive par exemple que ce soient les employeurs, et non les contribuables, qui doivent se charger de verser l'impôt sur le revenu à l'État. À Bâle, des organisations économiques combattent actuellement fermement une proposition du gouvernement allant dans ce sens. Un tel État-nounou ne saurait être un exemple.

Les facteurs de succès de la Suisse sont des dépenses publiques peu élevées, des impôts et des taxes peu élevés, un État svelte et un marché du travail flexible, une formation professionnelle de qualité et une densité réglementaire relativement basse. Le fédéralisme et la démocratie directe jouent aussi un rôle important : ils peuvent agir comme un frein à la réglementation – on l'a vu lors de la votation sur l'initiative pour des multinationales responsables, rejetée grâce à la voix des cantons.

Ces facteurs de succès sont toutefois menacés. C'est la raison pour laquelle l'usam s'engage en faveur du maintien du frein à l'endettement, en faveur de la réduction des coûts réglementaires, contre les atteintes au fédéralisme (par exemple, dans le domaine des structures d'accueil collectif de jour), pour le maintien de la flexibilité sur le marché du travail (par exemple, dans le cadre des mesures d'accompagnement), pour une formation professionnelle de qualité, en faveur de réformes structurelles dans le domaine des assurances sociales et pour un référendum obligatoire sur le nouveau paquet d'accords avec l'Union européenne.

La Suisse doit renouer avec ses vertus : un État svelte, avec des lois peu nombreuses et simples. Car même chez nous, l'État ne cesse de croître – Severin Moser reviendra sur ce point. Cela pose un problème majeur à nos PME sur le marché du travail. La croissance de l'État favorise également l'immigration et la réglementation. C'est un cercle vicieux. Le briser implique, par exemple, de réduire le budget consacré au personnel de la Confédération.

La lutte menée par l'Union suisse des arts et métiers usam contre la bureaucratie commence dès la procédure législative. Là aussi, « efficace » n'est pas toujours synonyme de « bon ». Ainsi, l'administration fédérale promeut, par exemple, un outil de consultation qui est certes efficace pour l'administration, mais qui limite les possibilités de prises de position et transfère la charge de travail de l'administration aux associations.

L'obligation d'estimer les coûts de la réglementation n'est pas non plus forcément efficace. Mais elle est importante. Et il faut l'améliorer. Car aujourd'hui, ce sont des offices fédéraux – désireux de réglementer – qui procèdent eux-mêmes aux estimations. Les offices favorables à l'introduction d'une nouvelle réglementation ont donc intérêt à en minimiser les coûts. C'est pourquoi nous exigeons des estimations plus indépendantes. J'ai déposé une motion en ce sens. Et d'autres membres de la Chambre suisse des arts et métiers ont déposé des motions demandant la mise en place d'un frein aux coûts de la réglementation pour protéger les PME. Ces objets seront discutés lors de la session d'hiver.

Nous avons axé ce frein à la bureaucratie sur les PME, car la bureaucratie pèse bien davantage sur nos PME que sur les grandes entreprises. Les grandes entreprises disposent de services de conformité transfrontaliers. Dans les PME, en revanche, c'est souvent le propriétaire lui-même qui, le soir venu, doit encore se débattre avec les obligations administratives.

La réduction de la bureaucratie est l'une des conditions formulées par l'usam pour approuver le nouveau paquet d'accords avec l'Union européenne. Ces accords présentent certes certains avantages. Mais pour les PME orientées vers le marché intérieur, la reprise dynamique du droit constitue surtout un canal d'importation de la bureaucratie européenne. Il est donc indispensable de prévoir des mesures de compensation pour alléger leurs charges.

Mesdames et Messieurs, il est essentiel que nous ne nous contentions pas de faire de beaux discours, mais que nous agissions pour alléger nos entreprises là où nous le pouvons. Cela vaut aussi pour la redevance SSR. Les entreprises suisses paient chaque année près de 200 millions de francs pour cette redevance – alors qu'une entreprise n'a ni oreilles ni yeux et qu'elle ne peut donc ni écouter la radio ni regarder la télévision. Sur ce dernier point, que je ne pouvais pas ne pas relever, j'ai maintenant le plaisir de passer la parole au président de l'Union patronale suisse, Severin Moser.

Conférence de presse «La bureaucratie, un gouffre financier: où la Suisse doit agir»

Si l'État se développe de manière effrénée, la prospérité diminue

Discours de Severin Moser, président de l'Union patronale suisse

Chères représentantes et chers représentants des médias,
Mesdames, Messieurs,

Lorsque je m'entretiens avec des entrepreneurs, un sujet revient constamment en ce moment: les incertitudes augmentent, l'environnement entrepreneurial se détériore, l'économie ralentit.

Nous ne pouvons pas changer la situation mondiale, mais nous pouvons tout à fait améliorer les conditions-cadres en Suisse.

Bureaucratie et réglementation riment avant tout avec dépenses. Lesquelles affaiblissent directement la compétitivité des entreprises suisses.

Du point de vue des employeurs, il est urgent d'agir dans trois domaines essentiels:

Premièrement, l'État se développe plus rapidement que le secteur privé.

Aujourd'hui, plus de quatre nouveaux postes sur dix sont créés dans le secteur public ou parapublic, avec des salaires supérieurs de 12 pour cent et des prestations sociales nettement meilleures. Nous assistons là à une concurrence déloyale pour attirer les meilleurs talents et à une utilisation douteuse des deniers publics.

Nous demandons donc ceci: la Confédération, les cantons et les entreprises parapubliques doivent garder la mesure, fixer des priorités et enfin, exploiter pleinement tout le potentiel de la numérisation pour gagner en efficacité. Il est particulièrement important de faire preuve de modération au sein de l'administration. En effet, bon nombre de ces employées et employés se chargent de réglementer. Donc, s'ils font ce qu'on leur demande, cela entraîne des coûts plus élevés. À mon avis, il ne faut pas que l'appareil administratif continue à se développer, et surtout avec une croissance plus forte que celle du secteur privé.

Deuxièmement, nous devons discuter, ouvertement et sans avoir des œillères, de l'académisation croissante.

De plus en plus de jeunes optent pour une formation tertiaire, non pas parce qu'elle correspond à leurs talents ou que le marché du travail a besoin d'un tel nombre de personnes diplômées, mais parce que la société la considère comme «meilleure».

Cette tendance se traduit par un nombre trop élevé de personnes diplômées dans des disciplines saturées, et, parallèlement, à des places d'apprentissage vacantes et à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans les métiers manuels et techniques.

C'est pourquoi nous avons également besoin d'un débat honnête sur les instruments de pilotage, afin que la formation soit à nouveau davantage axée sur les besoins du marché du travail.

Troisièmement, les cotisations salariales ne cessent d'augmenter.

Une tendance dangereuse. En effet, plus les charges sont élevées, plus le travail est cher, moins il est rentable, et moins il y a de nouveaux emplois.

Or, même en Europe, la Suisse n'est plus un modèle en matière de quote-part fiscale. Elle n'est plus depuis longtemps un «état allégé». Si l'on considère la quote-part fiscale élargie, qui comprend, outre les impôts et les cotisations sociales, des cotisations obligatoires versées à des institutions privées telles que les caisses d'assurance maladie et les caisses de pension, on se retrouve au même niveau que d'anciens partisans acharnés de la quote-part fiscale tels que l'Allemagne et l'Autriche. L'un des principaux facteurs est la démographie, ou plutôt la manière dont cette situation est gérée dans le cadre de la politique sociale.

Au lieu d'envisager enfin des réformes structurelles, le Conseil fédéral souhaite avant tout augmenter les impôts et les cotisations salariales dans le cadre de la prochaine grande réforme de l'AVS. Or, on sait pertinemment que plus le travail coûte cher et moins il est rémunérateur, plus cela est préjudiciable à la croissance, à la répartition des revenus et aux finances publiques.

Au lieu d'augmenter constamment les charges salariales, les employeurs exigent donc des réformes structurelles:

- Une véritable réforme de l'AVS, p. ex. un mécanisme de plafonnement automatique des coûts inspiré du modèle du frein à l'endettement. Une proposition qui devrait également être en phase avec les intérêts de la gauche politique. En effet, si l'AVS fonctionnait aussi bien qu'elle le prétend, elle n'aurait jamais besoin d'être sollicitée.
- En ce qui concerne l'AI, les employeurs soutiennent l'intégration au marché du travail des personnes en situation de handicap. Une attention particulière est portée au renforcement des efforts visant à intégrer sur le marché du travail les jeunes souffrant de troubles psychiques. Une entrée réussie dans le monde du travail est essentielle pour le développement personnel, la participation sociale et l'indépendance économique à long terme des personnes concernées.

La Suisse vit de la qualité de son site.

Cette qualité n'est pas une loi naturelle, mais le fruit de choix judicieux.

Si nous continuons à développer la réglementation, les dépenses publiques et les charges sociales, nous perdrons les atouts qui assurent notre prospérité.

Le moment est venu de prendre les décisions qui s'imposent. Ce n'est qu'en redéfinissant nos priorités que la Suisse restera un pays où l'innovation est rentable, où la performance compte, et où la prospérité est possible.

Merci beaucoup. Je passe la parole à Markus Ritter.

Conférence de presse « La bureaucratie, un piège coûteux : les domaines dans lesquels la Suisse doit agir »

La bureaucratie dans l'agriculture : coûteuse et chronophage

Discours de Markus Ritter, conseiller national et président de l'Union Suisse des Paysans (seul le discours prononcé fait foi)

Vous souvenez-vous des manifestations des paysans en 2024 ? Ils étaient descendus dans la rue pour réclamer des prix couvrant les coûts de production et surtout pour dénoncer une bureaucratie croissante. La charge administrative dans l'agriculture suisse est énorme et ne cesse d'augmenter. Selon une étude publiée par la Recherche Agronomique Suisse en 2022, les coûts administratifs des exploitations agricoles atteignent quelque 136 millions de francs par an, ce qui représente 5,4 % du montant des paiements directs (source : [Agroscope](#)). Le problème de la bureaucratie dans le secteur agricole se reflète à différents niveaux :

- **Densité réglementaire, charges administratives et contrôles** : L'agriculture est confrontée à l'introduction constante de nouvelles réglementations. Le système a atteint un niveau de détail difficilement supportable. [Avenir Suisse](#) a dénombré 4000 pages de lois, ordonnances et directives. Chacune de ces prescriptions doit être mise en œuvre et contrôlée. Pour une exploitation mixte, il existe aujourd'hui 3500 points de contrôle. Pour un contrôle de base normal, les exploitants doivent présenter au contrôleur 6 à 10 classeurs de documents. Un travail qui génère des coûts supplémentaires, supportés, au final, par les contribuables. Les exploitations agricoles sont des micro-entreprises avec 1,4 unité de main-d'œuvre standard en moyenne, dans lesquelles la famille effectue la grande majorité du travail. Les prescriptions, de plus en plus complexes, les paralysent. Un exemple : depuis 2005, le nombre d'exploitations agricoles a reculé de plus d'un quart en Suisse. Pendant la même période, les effectifs de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) ont, quant à eux, augmenté de 1,8 %. Malgré les progrès de la numérisation, il faut aujourd'hui plus de main-d'œuvre pour « administrer » un nombre nettement inférieur d'exploitations.
- **Absence de marge de manœuvre pour des évolutions durables** : La surréglementation restreint la marge de manœuvre des entreprises qui souhaitent se développer de manière durable et pérenne. La protection des végétaux au moyen de constructions rurales renferme par exemple un grand potentiel, cela a été prouvé. Des exigences strictes et l'obligation d'obtenir une autorisation entravent pourtant fréquemment la construction de serres ou de tunnels en plastique. Les nombreuses zones de protection du paysage cantonales et communales compliquent encore les choses.
- **Mise en œuvre inutilement complexe de mandats parlementaires** : Les demandes acceptées par le Parlement doivent ensuite être mises en œuvre par l'administration, c'est comme cela que fonctionne notre système étatique. Or nous constatons que l'administration va parfois très loin dans l'interprétation de ces mandats, en ajoutant des éléments supplémentaires et/ou en prévoyant des modalités de mise en œuvre inutilement compliquées. La trajectoire de réduction fixée pour les produits phytosanitaires et les pertes d'éléments fertilisants en est un exemple. Pour les obligations de communiquer relatives aux produits phytosanitaires et aux fertilisants, l'administration a fait des propositions de mise en œuvre lourdes et qui vont largement au-delà du mandat confié par le Parlement.

Le Conseil fédéral a heureusement reconnu qu'on ne pouvait pas continuer ainsi. En septembre, Guy Parmelin a adopté un plan d'action visant à réduire le nombre de contrôles. C'est un premier petit pas dans la bonne direction, d'autres doivent suivre. Actuellement, les jalons pour la politique agricole de demain sont en train d'être posés avec la PA 2030. L'une des principales demandes des exploitations agricoles est de réduire la bureaucratie excessive, avec sans cesse de nouvelles prescriptions. Nous avons besoin d'un changement de cap, d'en finir avec les 1001 prescriptions détaillées. L'agriculture réclame davantage de responsabilité individuelle et de marge de manœuvre entrepreneuriale. Ce qui doit être déterminant, c'est l'atteinte des objectifs.

Une bureaucratie excessive est dommageable à plusieurs égards : les exigences, de plus en plus nombreuses, compliquent le travail quotidien des familles d'agriculteurs. Elles accaparent un temps précieux qui leur manque

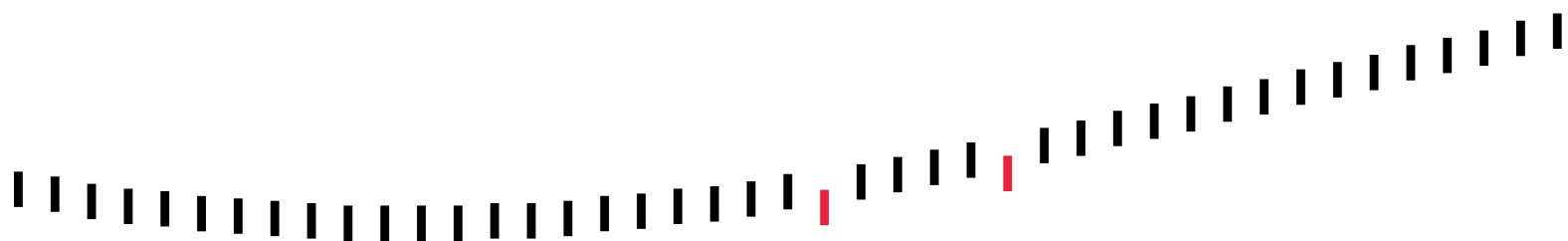
ensuite pour leur activité principale. Le développement régulier de l'administration entraîne des coûts considérables, qui pèsent sur le budget de la Confédération. Il en résulte une pression accrue pour réaliser des économies – en particulier sur les dépenses faiblement liées comme celles en faveur de l'agriculture. C'est pourquoi nous profitons tous d'un allègement de la bureaucratie : les familles de paysans, l'administration et les contribuables.

Schlussbericht

Kosten der Bürokratie in der Schweiz

Eine Quantifizierung der vermeidbaren Kosten durch
einen umfassenden Bürokratieabbau

Basel , 19.11.2025



Impressum

Kosten der Bürokratie in der Schweiz

Eine Quantifizierung der vermeidbaren Kosten durch einen umfassenden Bürokratieabbau
Schlussbericht

19.11.2025

Auftraggeber: economiesuisse

Autorinnen und Autoren: Prof. Oliver Falck (ifo), Chiara Graf (BSS), Yuchen Mo Guo (ifo),
Lukas Mergele (BSS), Christian Pfaffl (ifo)

Verantwortlich seitens Auftraggeber: Guido Saurer (Projektleiter Allgemeine Wirtschaftspolitik & Bildung)

Projektleitung seitens Auftragnehmer: Lukas Mergele, Oliver Falck

Projektbearbeitung: Chiara Graf, Yuchen Mo Guo, Lukas Mergele, Christian Pfaffl

BSS Volkswirtschaftliche Beratung AG

Aeschengraben 9

CH-4051 Basel

T +41 61 262 05 55

contact@bss-basel.ch

www.bss-basel.ch

© 2025 BSS Volkswirtschaftliche Beratung AG

Inhalt

Das Wichtigste in Kürze	1
1 Ziel der Analyse	2
2 Bisherige Befunde	2
3 Analyse	4
3.1 Bürokratieindex	4
3.2 Folgen eines umfassenden Bürokratieabbaus für die Wirtschaftsleistung	6
3.3 Folgen eines umfassenden Bürokratieabbaus für den Fachkräftemangel	10
4 «Lernen von den Besten»: der Fall Schweden	11
5 Limitationen.....	12
6 Fazit.....	12
7 Literatur	13
A Anhang.....	15

| Tabellen

Tabelle 1: Ergebnisse der empirischen Schätzung des Effekts einer Entbürokratisierung	7
Tabelle 2: Einzelindikatoren des Bürokratieindex für ausgewählte Länder	17

| Abbildungen

Abbildung 1: Dauer zur Anmeldung von Immobilieneigentum	5
Abbildung 2: Entwicklung des Bürokratieindex in den Top-5-OECD-Ländern, 2006-2020	6
Abbildung 3: Geschätzter Effekt von umfassendem Bürokratieabbau auf das reale BIP	8
Abbildung 4: Entgangene Wirtschaftsleistung durch Bürokratieaufwand in der Schweiz	9
Abbildung 5: Nutzen einer Reduktion des administrativen Aufwands.....	10
Abbildung 6: Bürokratieindex der OECD-Länder	15
Abbildung 7: Baugenehmigung – Anzahl benötigter Vorgänge	16
Abbildung 8: Baugenehmigung – Anzahl benötigter Tage.....	16

Das Wichtigste in Kürze

Regulatorische Anforderungen und Bürokratie sind das grösste Wachstumshemmnis für Schweizer Unternehmen. Die volkswirtschaftlichen Kosten der Bürokratie sind jedoch schwer zu quantifizieren. Bisherige Berechnungen nach dem Standardkostenmodell erfassen nur direkte Kosten und vernachlässigen indirekte Effekte wie ausbleibende Unternehmensgründungen oder verlagerte Investitionen.

Anhand eines neu entwickelten Bürokratieindex zeigt sich, dass die Schweiz im internationalen Vergleich zwar solide abschneidet, gegenüber führenden skandinavischen Ländern jedoch erhebliches Verbesserungspotenzial aufweist. Auf Basis dieses Index berechnen wir die entgangene Wirtschaftsleistung für ein Szenario, in dem die Schweiz vor zehn Jahren eine umfassende und international vergleichbare Entbürokratisierung durchgeführt hätte. Im Durchschnitt würde das Pro-Kopf-BIP dadurch um rund 5% über dem heutigen Niveau liegen. **Die Bürokratiekosten für die Schweiz belaufen sich demnach auf rund 30.4 Milliarden CHF entgangener Wirtschaftsleistung pro Jahr.**

Eine Entbürokratisierung könnte auch dem Fachkräftemangel entgegenwirken: Viele Arbeitskräfte verwenden einen erheblichen Teil ihrer Arbeitszeit für administrative Vorgaben. Unsere Beispielrechnung ergibt, dass eine umfassende Entbürokratisierung über alle Wirtschaftssektoren und den öffentlichen Dienst hinweg eine Entlastungswirkung von rund 55'900 Vollzeitäquivalenten erzielen könnte.

Im Bürokratieindex führende Länder wie Schweden bestätigen, dass eine hochwertige öffentliche Verwaltung wirtschafts- und bürgerfreundlicher ausgestaltet sein kann, vor allem indem umfassend digitalisiert wird. Neue Möglichkeiten der Effizienzsteigerung eröffnen sich zudem durch technologische Entwicklungen im Bereich der Künstlichen Intelligenz (KI).

1 Ziel der Analyse

Regulatorische Anforderungen und Bürokratie sind das grösste Wachstumshemmnis für Schweizer Unternehmen. Laut Chancenreport der Raiffeisenbanken sehen drei von vier Unternehmen diese Faktoren als wesentliche Einschränkung ihres Geschäftserfolgs; kein anderes Hemmnis wird häufiger genannt (Behringer et al., 2025).

Ziel dieser Studie ist es, die gesamtwirtschaftlichen Kosten zu quantifizieren, die in der Schweiz durch Bürokratie entstehen. Die zentrale Frage lautet: Wie stark beeinträchtigt ein unzureichender Bürokratieabbau die Wirtschaftsleistung der Schweiz?

Die Messung von Bürokratiekosten ist komplex. Bisherige Studien nutzen überwiegend den sogenannten Standardkostenansatz (vgl. Bundesrat, 2013). Dieser erfasst die direkten Kosten administrativer Vorgänge und berechnet sich im Wesentlichen aus der Anzahl der Vorgänge, dem durchschnittlichen Zeitaufwand je Vorgang und den Lohnkosten je Zeiteinheit. Indirekte oder dynamische Wirkungen von Bürokratie bleiben dabei unberücksichtigt, wodurch die tatsächlichen Kosten typischerweise unterschätzt werden.

In dieser Studie nehmen wir eine gesamtwirtschaftliche Perspektive ein und berücksichtigen auch Wirkungsdimensionen, welche die Bürokratiekosten umfassender widerspiegeln. So können als Folge von Bürokratie etwa private Investitionen reduziert, Unternehmensgründungen verhindert oder Neueinstellungen nicht durchgeführt werden. Methodische Grundlage ist die Studie «Entgangene Wirtschaftsleistung durch hohen Bürokratieaufwand» von Falck et al. (2024), welche die gesamthaften Kosten eines fehlenden Bürokratieabbaus für Deutschland berechnet. Der Ansatz beruht auf der Berechnung eines neuen Bürokratieindex und einem Vergleich der Wirtschaftsentwicklung von Ländern mit und ohne einer durchgeführten umfassenden Entbürokratisierungsreform. Wir adaptieren diesen Ansatz für die Schweiz. Zudem untersuchen wir die Auswirkungen auf das Fachkräfteangebot und analysieren anhand des Fallbeispiels Schweden, was die Schweiz von anderen Ländern lernen kann.

Regulierung kann neben Kosten auch wesentlichen Nutzen stiften. Sie schafft Rechtssicherheit, schützt öffentliche Güter, verhindert Marktversagen und stellt Mindeststandards etwa im Arbeits-, Sozial- und Umweltschutz sicher. Diese Effekte stehen jedoch nicht im Zentrum der vorliegenden Untersuchung, die auf die Quantifizierung der wirtschaftlichen Belastungen durch Bürokratie abzielt.

2 Bisherige Befunde

Die zunehmende Komplexität und Dichte der Regulierung in der Schweiz ist gut dokumentiert. Gerny (2023) berichtet nach einer Studie von Schneider und Vokinger (2023), dass über die letzten 50 Jahre hinweg die Zahl der Gesetze stetig anstieg, auch wenn die Zahl der neu in Kraft getretenen Gesetze über die Zeit abnahm. Jedoch wachsen auch bestehende Gesetze jedes Jahr um durchschnittlich 39 Wörter, zudem treten jährlich rund acht zusätzliche Verordnungen neu in Kraft.

Umfang und Komplexität der Regulatorik schlagen sich unmittelbar in den Kosten der Unternehmen nieder. Der Bürokratiemonitor des SECO (2022) liefert eine der umfassendsten Datengrundlagen dafür. Auf Basis einer repräsentativen Stichprobe werden Unternehmen zu 24 Vorschriften in den Bereichen Sozialversicherung, Steuern, Personal und weiteren Kategorien befragt. Erfasst werden sowohl die subjektiv wahrgenommene Belastung als auch der tatsächliche Zeitaufwand in Stunden pro Monat für die einzelnen Vorgaben. 60 Prozent der befragten Unternehmen bewerten die administrative Last als hoch oder sehr hoch. Rechnet man die angegebenen Zeitaufwände hoch auf die rund 206'000 KMU mit mindestens drei Beschäftigten in der Schweiz, belaufen sich die regulierungsbedingten externen Administrationskosten auf schätzungsweise 6.3 Milliarden Franken pro Jahr. Das KMU-Forum (2024) konstatiert auf Grundlage dieser Erhebungen und einer Befragung der freien Berufe (SECO, 2023; Gajta & Künzi, 2023), dass kleine und mittlere Unternehmen in den letzten Jahren einer zunehmenden administrativen Last ausgesetzt waren. Zwar wurden Entlastungsmassnahmen eingeführt, doch haben gleichzeitige neue Regulierungen verhindert, dass sich die Situation spürbar entspannt.

Die Studie von KPMG (2010) nutzt einen umfassenderen Ansatz in der Messung von Bürokratiekosten, der neben den klassischen betriebswirtschaftlichen Kosten auch sogenannte Verzichtskosten berücksichtigt. Verzichtskosten bezeichnen dabei entgangene Nutzen und Gewinne aus wirtschaftlichen Aktivitäten, die auf Grund von Regulierung nur eingeschränkt oder überhaupt nicht durchgeführt werden können. Basierend auf Datenerhebung in Schweizer KMU schätzt KPMG die Regulierungskosten auf Ebene des Bundes in den spezifischen Bereichen Arbeitsrecht/-sicherheit, Sozialversicherungen und Lebensmittelhygiene auf 3.7 Milliarden Franken pro Jahr. Kosten, welche auch ohne Regulierung anfallen würden («Sowieso-Kosten»), wurden bereits von dieser Summe abgezogen. Auf dieser Basis nehmen Bigler & Schneider (2019) eine Hochrechnung vor und extrapolieren die Kosten auf sämtliche Rechtstexte von Bund, Kantonen und Gemeinden. Im Ergebnis schätzen sie die gesamten Regulierungskosten auf 50 Milliarden Franken pro Jahr (Basisjahre 2009/2010). Diese Summe entsprach zum damaligen Zeitpunkt etwa 10 Prozent des BIP. Angesichts der seither erfolgten Regulierungszunahme sowie gestiegener Lohn- und Sachkosten gehen die Autoren davon aus, dass die Regulierungskosten mittlerweile deutlich höher liegen. Dieser Betrag enthält auch noch nicht indirekte volkswirtschaftliche Kosten, wie zum Beispiel eine niedrigere Dynamik im Bereich der Unternehmensgründungen oder Innovationshemmnisse.

Mosler & Schaltegger (2022) untersuchen die makroökonomischen Folgen von öffentlichen Verwaltungsausgaben auf Ebene der Kantone. Ihren Ergebnissen zu Folge verdrängen hohe Ausgaben für die öffentliche Verwaltung staatliche und private Investitionen und wirken damit wachstumshemmend, was auf starke indirekte Effekte von Bürokratie hinweist.

Wie komplexe Regulierungsprozesse Investitionen konkret behindern können, zeigt das Beispiel der Windenergie. Im europäischen Vergleich liegt die Schweiz beim Ausbau von Windkraftanlagen auf dem letzten Platz. Neben politischer Opposition sind vor allem langwierige Bewilligungsverfahren der Hauptgrund: Von der Festlegung geeigneter Gebiete durch die Kantone über die Integration in den Richtplan bis zur Nutzungsplanung und Baubewilligung sind mehrere Instanzen vorgesehen. Auf jeder Ebene kann der Prozess durch Einsprachen verzögert werden. Zudem können Urteile mehrfach weitergezogen werden. Ein Beschleunigungserlass zur Straffung dieser Verfahren wird derzeit im Parlament beraten (VSE, 2025).

3 Analyse

3.1 Bürokratieindex

Wir analysieren den Bürokratieindex der Schweiz im zeitlichen Verlauf und vergleichen ihn mit den OECD-Staaten bzw. den Top-5-Ländern mit dem geringsten Bürokratieaufwand. Zudem berechnen wir die entgangene Wirtschaftsleistung infolge des Bürokratieaufwands und untersuchen die Auswirkungen auf das Fachkräfteangebot. Datengrundlage ist die „Doing Business“-Erhebung der Weltbank - eine der weltweit umfassendsten Quellen zur Messung der Geschäftsfreundlichkeit und Unternehmensregulierung.

Daten und Methodik

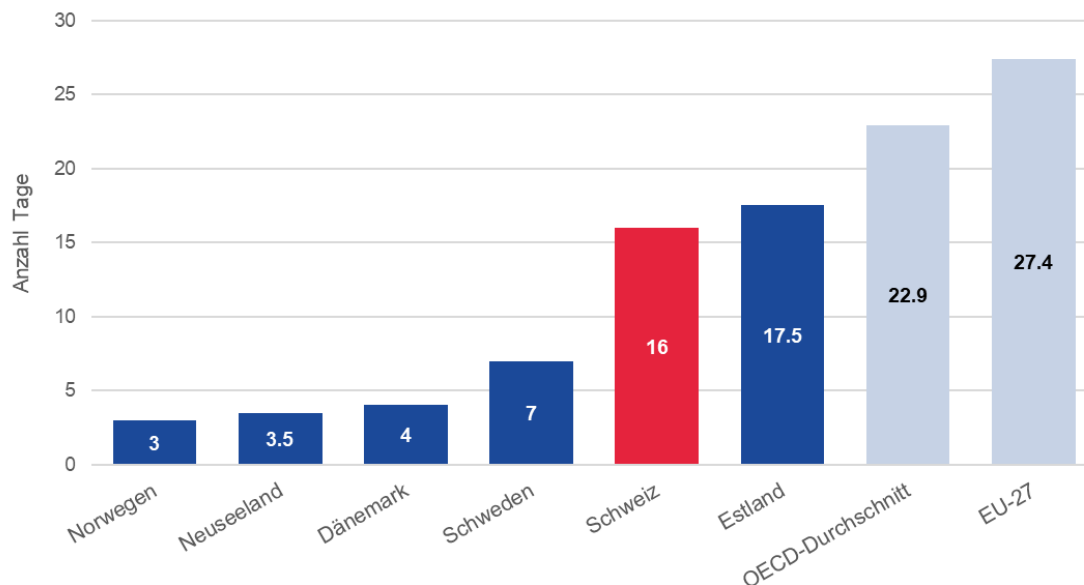
Der von Falck et al. (2024) entwickelte Bürokratieindex misst den Bürokratieaufwand für Unternehmen im internationalen Vergleich. Aus der «Doing Business»-Erhebung werden jene Variablen extrahiert, die den Erfüllungsaufwand durch bürokratische Vorschriften unmittelbar widerspiegeln.

Der Index umfasst folgende vier Dimensionen (in Klammern: Rang der Schweiz im Ländervergleich der Weltbank, 2020):

- Baugenehmigungen: Anzahl Verfahrensschritte und durchschnittliche Bearbeitungsdauer in Tagen (71. von 190 Ländern).
- Eigentumsregistrierung: Anzahl Verfahrensschritte und durchschnittliche Bearbeitungsdauer in Tagen (18. von 190 Ländern).
- Steuererklärung: Jährlicher Zeitaufwand in Stunden und Einreichungsfrequenz (20. von 190 Ländern).
- Aussenhandel: Anzahl notwendiger Dokumente für den Import und Export sowie Dauer der Zollabwicklung in Tagen (26. von 190 Ländern).

Die Einzelindikatoren werden standardisiert, auf einen Mittelwert von null normiert und zu einem aggregierten Index zusammengeführt. Negative Indexwerte stehen für unterdurchschnittlichen, positive Werte für überdurchschnittlich hohen Bürokratieaufwand.

Abbildung 1: Dauer zur Anmeldung von Immobilieneigentum



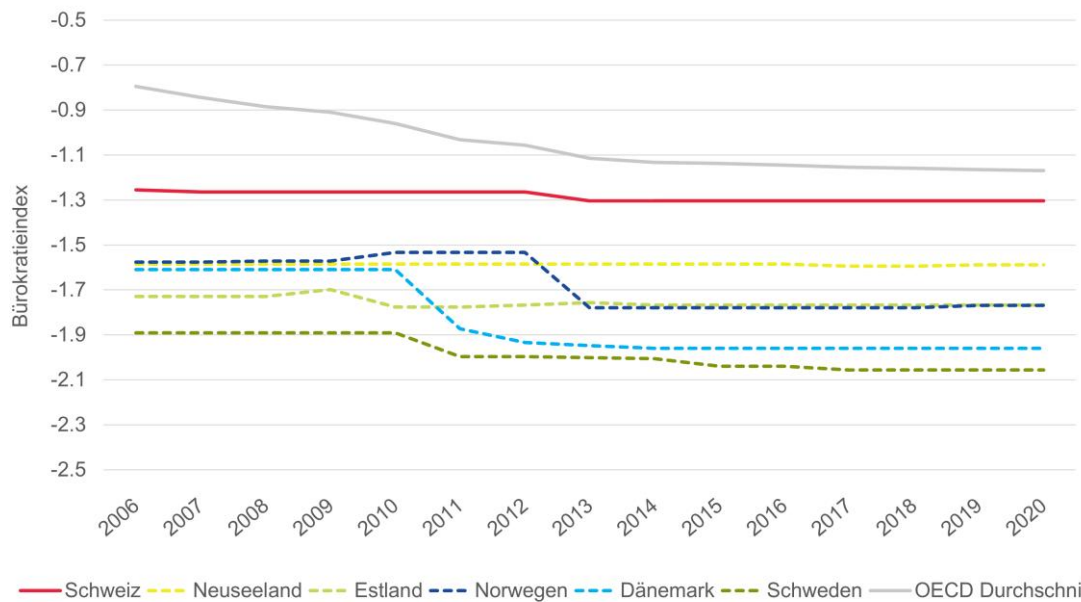
Quelle: Berechnungen des ifo Instituts basierend auf Daten der Weltbank, Auswertung basierend auf Gewerbeimmobilien. Darstellung BSS.

Abbildung 1 zeigt als Beispiel für eine Indexdimension die benötigte Dauer zur Anmeldung von Immobilieneigentum. Darunter fällt in der Schweiz die Eintragung ins Grundbuch (für weitere Einzelindikatoren vgl. auch Abbildung 7, Abbildung 8 und Tabelle 2 im Anhang). Wir vergleichen die Schweiz dabei mit den fünf OECD-Staaten, die den geringsten durchschnittlichen Bürokratieindex aufweisen. Dies sind Dänemark, Estland, Norwegen, Neuseeland und Schweden. Die Schweiz liegt mit einer Dauer von 16 Tagen bis zur Anmeldung unter dem OECD-Durchschnitt von 23 Tagen. Auch in anderen Teildimensionen des Index fällt der Bürokratieaufwand in der Schweiz geringer aus als der OECD-Durchschnitt. Lediglich die Anzahl benötigter Tage für die Baugenehmigung ist in der Schweiz mit 156 Tagen höher als der OECD-Durchschnitt von rund 148 Tagen (vgl. Abbildung 8 im Anhang).

Bürokratieindex: Ergebnisse

Abbildung 2 zeigt die Entwicklung des Bürokratieindex für die Schweiz im Vergleich zu den fünf OECD-Staaten mit den niedrigsten Indizes zwischen den Jahren 2006 und 2020. Dies sind Dänemark, Estland, Norwegen, Neuseeland und Schweden. Ergänzend ist der Indexdurchschnitt der OECD-Staaten dargestellt. Ein Indexwert von Null entspricht dem Durchschnitt aller enthaltenen Länder im Jahr 2006.

Abbildung 2: Entwicklung des Bürokratieindex in den Top-5-OECD-Ländern, 2006-2020



Quelle: Berechnungen des ifo Instituts basierend auf Daten der Weltbank. Ein Wert von «Null» entspricht dem Durchschnitt aller in die Untersuchung eingeschlossenen Länder (inklusive Nicht-OECD-Länder) im Jahr 2006. Darstellung: BSS.

Die Schweiz liegt im internationalen Vergleich unter dem OECD-Durchschnitt, hat also einen günstigeren Bürokratieindex als die meisten Industrienationen. Die Schweiz stellt für Unternehmen also kein «Bürokratiemonster» dar. Gleichzeitig liegt die Schweiz deutlich hinter Ländern wie Schweden, Dänemark und Finnland, welche durch besonders niedrige Indizes hervorstechen.

Über den betrachteten Zeitraum hinweg stagniert der Indexwert der Schweiz weitgehend. Dies deutet auf einen konstanten Bürokratieaufwand in den analysierten Dimensionen hin. Es ist jedoch zu beachten, dass der Bürokratieindex von Falck et al. (2024) nur einen Ausschnitt des gesamten Bürokratieaufwands abbildet. Andere, womöglich über die Zeit zunehmende Aspekte von Bürokratie, bleiben somit unberücksichtigt. Zahlen des deutschen Normenkontrollrats beispielsweise zeigen einen Anstieg des Erfüllungsaufwands in Deutschland seit 2020, obwohl der Bürokratieindex über längere Zeit stabil blieb.

3.2 Folgen eines umfassenden Bürokratieabbaus für die Wirtschaftsleistung

Daten und Methodik

Im nächsten Schritt nutzen wir den Bürokratieindex, um die Folgen eines umfassenden Bürokratieabbaus auf die Wirtschaftsleistung zu schätzen. Dazu müssen entsprechende Reformepisoden mit grundlegendem Bürokratieabbau zunächst identifiziert werden. Wie in Falck et al. (2024) nutzen wir dafür einen datengestützten Ansatz: Reformepisoden werden als grundlegender Abbau definiert, wenn ein Land im obersten Perzentil aller jährlichen Rückgänge des Index liegt. In unserem Ländersample umfasst dies 27 Beobachtungen. Ein Beispiel liefert Frankreich: Mit der 2006 gestarteten «Révision générale des politiques publiques (RGPP)» senkte die Regierung

Sarkozy den Bürokratieindex um 0.8 Punkte und erfüllte damit die Schwelle für einen grundlegenden Bürokratieabbau. Zum Vergleich: Der Koalitionsvertrag 2025 der deutschen Bundesregierung deutet eine geplante Reduktion der Bürokratie in Deutschland an, darunter die Verringerung von EU-Vorgaben um 25%. Dies würde eine Reduktion im Bürokratieindex für Deutschland von höchstens 0.3 Indexpunkten bedeuten, womit diese Massnahme nicht als Reformepisode kategorisiert werden würde. Das verdeutlicht, wie weitreichend ein grundlegender Bürokratieabbau sein muss, um zur in Falck et al. (2024) gebildeten Gruppe zu gehören.¹

Die identifizierten Reformepisoden verknüpfen wir mit Daten zum Bruttoinlandprodukt (BIP) pro Kopf. Diese Daten stammen aus den nach einheitlichen Vorgaben erstellten volkswirtschaftlichen Gesamtrechnungen der Länder, wie sie von der Weltbank zur Verfügung gestellt werden. Die Wirkung der Reformepisoden wird dann mit einem Differenz-in-Differenzen-Ansatz geschätzt. Dieser vergleicht die Entwicklung des realen BIP pro Kopf in Ländern mit und ohne grundlegenden Bürokratieabbau und isoliert so den Effekt der Reformen. Durch die Gegenüberstellung der Veränderungen vor und nach den Reformen in beiden Gruppen werden sowohl allgemeine zeitliche Trends als auch anfängliche Niveauunterschiede zwischen den Ländern bereinigt (vgl. Card and Krueger, 1994).

Ergebnisse

Das zentrale Ergebnis der empirischen Schätzung in Falck et al. (2024) ist ein positiver Zusammenhang zwischen grundlegendem Bürokratieabbau und der Wirtschaftsleistung eines Landes (Tabelle 1). Numerisch bedeutet das, dass nach einem umfassenden Bürokratieabbau das BIP pro Kopf um durchschnittlich 4.6% höher ausfällt als vor dem Bürokratieabbau. Der Effekt von 4.6% spiegelt den durchschnittlichen Effekt über alle Jahre nach einer Reform wider. Es kann also sein, dass der Effekt anfänglich gering ist und sich über die Zeit aufbaut.

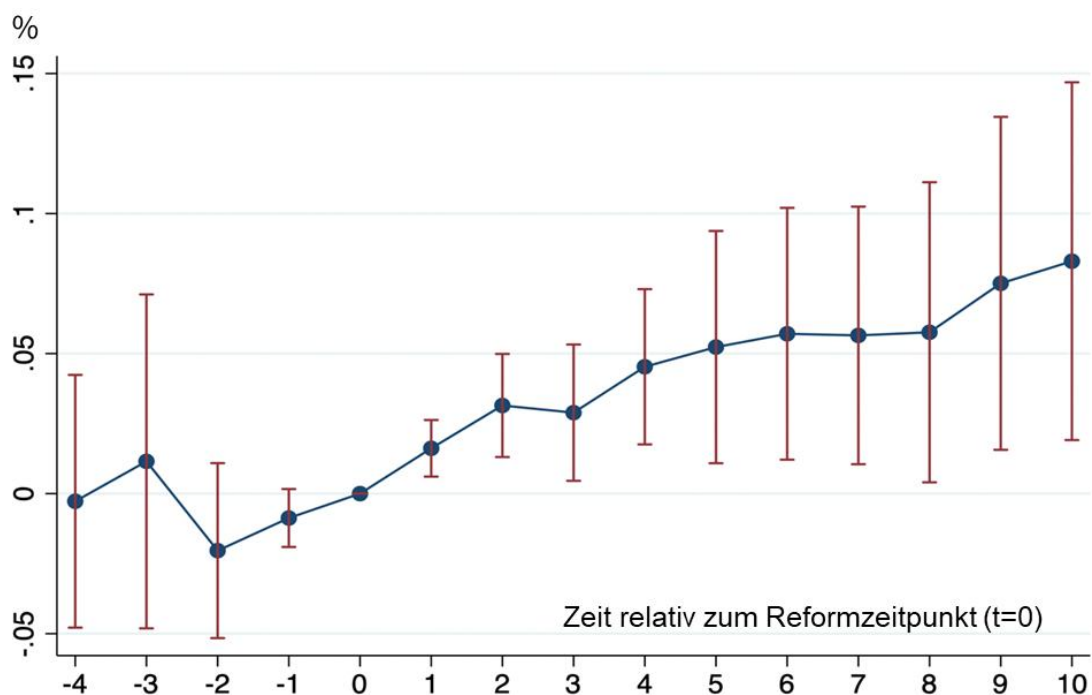
Tabelle 1: Ergebnisse der empirischen Schätzung des Effekts einer Entbürokratisierung

Schätzansatz	Log BIP pro Kopf
Differenz-in-Differenzen Schätzer	0.0370*** (0.0135)
De Chaisemartin und d'Haultfœuille (2022)	0.0463*** (0.0150)
Borusyak, Jaravel und Spiess (2023)	0.0530*** (0.0192)
Callaway und Sant'Anna (2021)	0.0533*** (0.0166)
Länder	Weltbank Sample
Beobachtungen	2'910
Robuste Standardfehler in Klammern, * p < 0.10, ** p < 0.05, *** p < 0.01	

¹ Mit der Methode von Falck et al. (2024) können auch die Effekte von weniger starken Rückgängen von Bürokratie auf die Wirtschaftsleistung geschätzt werden, wie zum Beispiel Reformen im Umfang des ange-deuteten Bürokratieabbaus für Deutschland um ein angenommenes Mass von 25%. Die Effekte dieser Re-formen sind jedoch empirisch weniger eindeutig identifiziert.

Abbildung 3 zeigt den prozentualen Unterschied des realen BIP pro Kopf zwischen Ländern mit und ohne umfassenden Bürokratieabbau über den Zeitverlauf relativ zum Zeitpunkt des umfassenden Bürokratieabbaus (Zeitpunkt $t=0$). Bis vier Jahre vor dem Ereignis eines grundlegenden Bürokratieabbaus ist der Unterschied nicht signifikant von Null unterscheidbar. Das heisst, bis zum Zeitpunkt der Bürokratiereform unterscheidet sich die Entwicklung des realen BIP pro Kopf in Ländern mit und ohne grundlegenden Bürokratieabbau im Durchschnitt nicht. Das impliziert, dass die empirische Schätzung des Effekts nicht von anfänglich unterschiedlichen Entwicklungen im realen BIP zwischen Ländern mit und ohne Bürokratieabbau verzerrt ist. Nach der Reform (ab Zeitpunkt 1) unterscheiden sich die Länder mit und ohne Bürokratieabbau hinsichtlich ihrer realen BIP pro Kopf Entwicklung jedoch signifikant. Insbesondere baut sich der Effekt von 1.6% im ersten Jahr nach der Reform ($t=1$) auf 8.3 % zehn Jahre nach der Reform auf ($t=10$). Das heisst, Reformen zum Abbau von Bürokratie entfalten ihre positive Wirkung nicht unmittelbar, sondern erst im Lauf der Zeit.

Abbildung 3: Geschätzter Effekt von umfassendem Bürokratieabbau auf das reale BIP

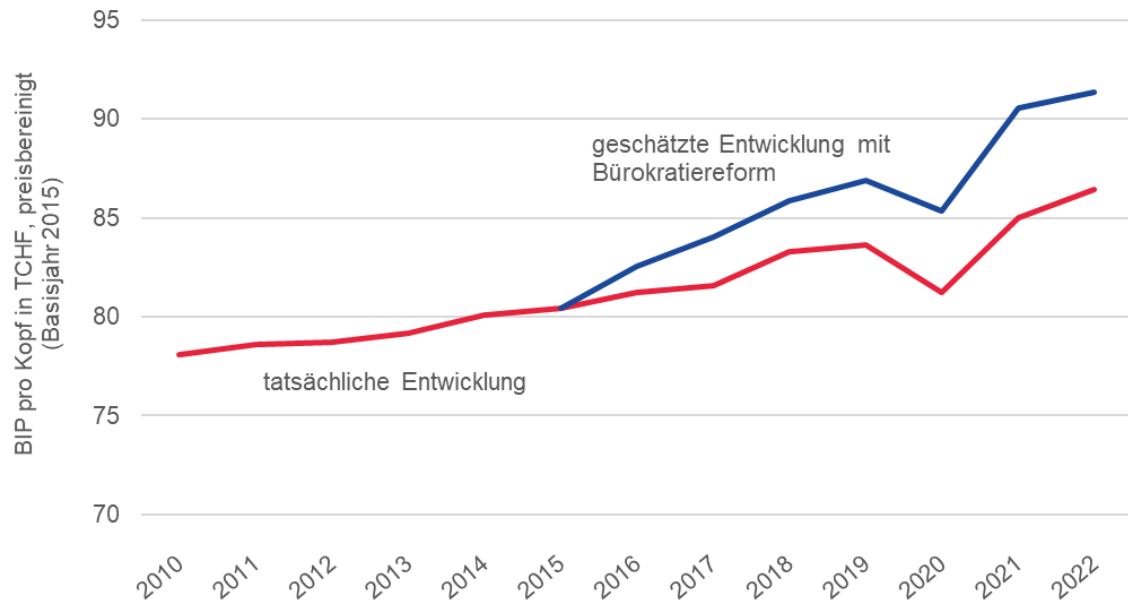


Quelle: Berechnungen des ifo Instituts.

Abbildung 4 veranschaulicht den Verlauf des realen BIP pro Kopf für die Schweiz für zwei Szenarien. Ein Szenario, das die vergangene Entwicklung abbildet (tatsächliche Entwicklung) und ein hypothetisches Szenario, in dem 2015 ein umfassender Bürokratieabbau stattgefunden hätte. Hätte die Schweiz demnach im Jahr 2015 einen grundlegenden Bürokratieabbau umgesetzt, wäre das reale BIP pro Kopf im ersten Jahr nach der Reform um 1'313 CHF gestiegen. Dieser Effekt wäre bis zum Jahr 2022 auf insgesamt 4'883 CHF mehr BIP pro Kopf gestiegen. Im Durchschnitt würde dies über den gesamten Zeitraum von 2015 bis 2022 einem zusätzlichen realen BIP pro Kopf von jährlich rund 5% bzw. 3'459 CHF entsprechen. **Insgesamt belaufen sich die**

Bürokratiekosten in Form von entgangener Wirtschaftsleistung für die Schweiz auf rund 30.4 Milliarden CHF pro Jahr.

Abbildung 4: Entgangene Wirtschaftsleistung durch Bürokratieaufwand in der Schweiz

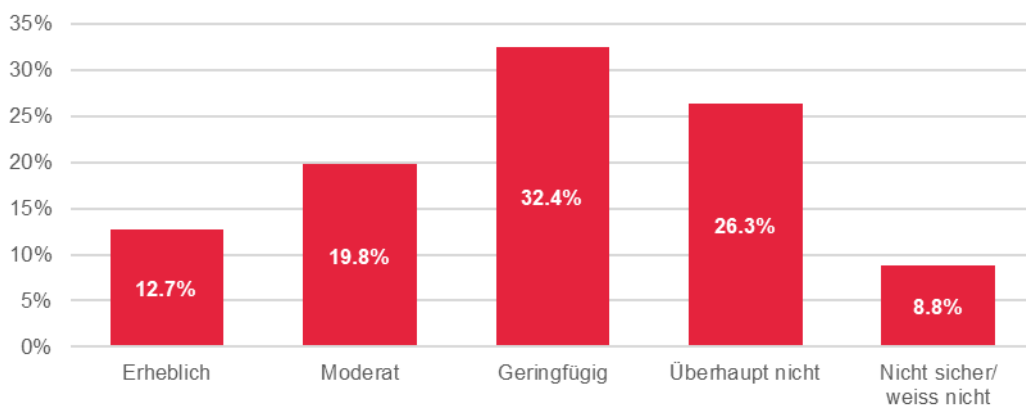


Quelle: Berechnungen des ifo Instituts. Darstellung: BSS.

3.3 Folgen eines umfassenden Bürokratieabbaus für den Fachkräftemangel

Eine administrative Entlastung durch weniger Vorschriften und Regulierungen könnte auch einen Beitrag zur Entschärfung des Fachkräftemangels leisten. Die für administrative Aufgaben aufgewendete Arbeitszeit könnte alternativ für Facharbeit genutzt werden. Zu dieser Problematik hat BSS im Sommer 2024 über 500 Unternehmen aus dem Handel und dem verarbeitenden Gewerbe befragt. Die Ergebnisse in Abbildung 5 zeigen: Rund jedes dritte Unternehmen sieht im Bürokratieabbau hohes oder zumindest moderates Potenzial zur Entlastung der Fachkräftesituation. Ein weiteres Drittel schätzt den Nutzen einer Entbürokratisierung als gering ein, während das verbleibende Drittel keinen Nutzen erwartet oder unsicher ist. Insbesondere im Bereich Chemie und pharmazeutische Erzeugnisse wird der Nutzen einer administrativen Entlastung als erheblich eingestuft.

Abbildung 5: Nutzen einer Reduktion des administrativen Aufwands



Quelle und Darstellung BSS.

Vollständiger Fragetext: «Könnte die Reduzierung administrativer Belastungen durch staatliche Regulierungen zu einer spürbaren Entlastung Ihres Personals beitragen und somit den Arbeitskräftemangel mildern?». (N=529 Unternehmen aus den Bereichen Handel und Verarbeitendes Gewerbe)

Eine einfache Rechnung zeigt die Relevanz dieser Ergebnisse: Nehmen wir an, dass bei einer «erheblichen» bzw. «moderaten» Entlastung des Personals durch einen Bürokratieabbau die verfügbare Arbeitszeit um 3% bzw. 1% steigt. Im verarbeitenden Gewerbe und im Handel entspräche dies in der Folge einem zusätzlich verfügbaren Arbeitskräftepotenzial von rund 1.3% der Beschäftigten (rund 11'000 Personen). In nicht untersuchten Branchen mit hohem Bürokratieaufwand wie dem Gesundheitswesen könnte das Entlastungspotenzial sogar noch grösser ausfallen. Übertragen wir die Berechnung auf die Gesamtwirtschaft einschliesslich des öffentlichen Sektors (4.3 Mio. Beschäftigte in Vollzeitäquivalenten im Jahr 2024), so impliziert ein umfassender Bürokratieabbau ein zusätzliches Arbeitskräftepotenzial von rund 55'900 Vollzeitäquivalenten. Diese Zahlen zeigen, dass eine Entbürokratisierung einen relevanten direkten Beitrag zur Entschärfung des Fachkräftemangels leisten kann.

4 «Lernen von den Besten»: der Fall Schweden

Schweden belegt seit Jahren einen Spitzenplatz im Bürokratieindex (vgl. Abbildung 2). Mit einem Bürokratieindex von rund -2.1 im Jahr 2020 liegt es deutlich unter dem OECD-Durchschnitt und vor der Schweiz. Wie lässt sich dieser Erfolg erklären und welche Ansätze könnten für die Schweiz als Vorbild dienen? Im Folgenden zeigen wir mögliche Gründe auf.

1. *Governance*: In Schweden erfolgt die politische Führung nicht ausschliesslich über das Kernministerium, sondern primär auf dezentraler Ebene durch lokale und kommunale Behörden. Die regionalen Behörden sind zwar weiterhin direkt der Zentralregierung unterstellt, sie führen deren Entscheidungen aber selbstständig, organisatorisch unabhängig und landesweit aus (Deutsch-Schwedische Handelskammer, 2025). Die flachen Hierarchien ermöglichen rasche Entscheidungsfindungen, Agilität und Flexibilität (OECD, 2023; IHK München, 2025; Global Government Forum, 2021).
2. *Digitalisierung*: Schweden ist Vorreiter im Bereich der Digitalisierung. So erhalten beispielsweise alle Neugeborenen eine lebenslange elektronische Personen-ID und eine zentrale Banken-ID. Mithilfe dieser IDs können alle Verwaltungsverfahren digital erledigt werden. Immobiliengeschäfte, Unternehmensgründungen, Steuererklärungen lassen sich mit wenigen Klicks abwickeln. Dies spart Zeit, Kosten und stellt einen Wettbewerbsvorteil dar (IHK, 2025; OECD, 2023).
3. *Once-Only-Prinzip*: Der effiziente Datenaustausch zwischen den Behörden und Regionen wird über das Once-Only-Prinzip sichergestellt. Werden Daten einmal registriert, haben alle Behörden Zugriff darauf, sei es die Krankenkasse, die Steuerverwaltung usw. (Deutsch-Schwedische Handelskammer, 2025). Einheitliche Schnittstellen bei den behördlichen Softwarelösungen sind hierbei von zentraler Bedeutung, da sie einen reibungslosen und schnellen Datenaustausch ermöglichen (IHK München, 2025). Auch private Anbieter von Buchhaltungssoftwares sind eng mit den Finanzämtern verknüpft, sodass ihre Kunden die Quartalszahlen für die Steuererklärung unkompliziert direkt beim Staat hochladen können (Deutsch-Schwedische Handelskammer, 2025; IHK München, 2025). Steuererklärungen werden mittels der vorhandenen Angaben vom Staat vorbereitet und müssen vom Einzelnen lediglich bestätigt werden.
4. *Zusammenarbeit*: Staatliche Behörden investieren viel Geld in die Weiterentwicklung von Softwarelösungen (Borg et al., 2018). Hierbei arbeiten sie stark mit der Privatwirtschaft zusammen. So werden öfter bestehende, erfolgreiche Konzepte aus der Privatwirtschaft aufgegriffen, statt individuelle Verwaltungslösungen erarbeitet (Deutsch-Schwedische Handelskammer, 2025).
5. *Dienstleistungsorientierung*: Des Weiteren verstehen sich die schwedischen Behörden nicht nur als reine Regulierungsinstanzen, sondern als serviceorientierte Partner der Wirtschaft, die auf die Bedürfnisse der Unternehmen eingehen (IHK München, 2025). Dies zeigt sich auch in den vergleichsweise tiefen Ausgaben für administrative Überwachung und Regulierung im Dienstleistungssektor (OECD, 2023; Swedish Agency for Growth Policy Analysis, 2012). Vertrauen und Eigenverantwortung geniessen in Schweden einen besonders hohen Stellenwert (Global Government Forum, 2021; OECD 2025; IHK München, 2025).

5 Limitationen

Die Ergebnisse dieser Studie sind vor dem Hintergrund mehrerer methodischer Einschränkungen zu interpretieren. Der verwendete Bürokratieindex stützt sich auf die international vergleichbare *Doing Business* Indikatorik der Weltbank. Diese Daten bilden vor allem formale Anforderungen und standardisierte Modellfälle ab, während die tatsächliche Umsetzungspraxis und regionale Unterschiede innerhalb der Länder nur teilweise erfasst werden. Die Weltbank stellte die *Doing Business*-Erhebungen im Jahr 2021 ein, nachdem interne Untersuchungen Unregelmässigkeiten bei Werten von vier Ländern festgestellt hatten. Der verwendete Bürokratieindex basiert auf den historischen Datenreihen. Die ökonometrischen Analysen nutzen die Daten jedoch nur zur Identifikation von Reformperioden. Die zugrunde liegende Quelle wird nicht mehr fortgeführt, die Daten stehen aber weiterhin durch die Weltbank zur Verfügung.

Die Schätzung der entgangenen Wirtschaftsleistung nutzt einen Differenz-in-Differenzen-Ansatz, der umfangreiche Reformepisoden verschiedener Länder auswertet. Dieses Vorgehen ist in der empirischen Wirtschaftsforschung etabliert. Gleichwohl liegt die abgeleitete Wachstumswirkung von rund 4.6 Prozent des BIP pro Kopf am oberen Ende der Spannbreite internationaler Ergebnisse zur Wirkung von Strukturreformen (vgl. Terzi und Marazzo, 2017).

Schliesslich ist zu berücksichtigen, dass die Schweiz mit ihrer bereits vergleichsweise effizienten Verwaltung aus weiterem Bürokratieabbau möglicherweise geringere Zuwächse erzielt als Staaten mit ausgeprägteren Ineffizienzen. Die Übertragbarkeit internationaler Befunde hängt daher von der Ausgangslage und der konkreten Ausgestaltung der Reformen ab. Die Werte dieser Studie sind als Best-Case-Szenario zu verstehen, das vor allem grosse, koordinierte Deregulierungsprogramme abbildet.

6 Fazit

Basierend auf unserem Bürokratieindex schneidet die Schweiz im internationalen Vergleich besser als der OECD-Durchschnitt ab. Gleichzeitig liegt die Schweiz jedoch deutlich hinter führenden Ländern wie Dänemark oder Schweden zurück. Die ökonometrische Auswertung ergibt, dass ein umfassender Bürokratieabbau das BIP pro Kopf im Durchschnitt um rund 5 Prozent steigern könnte, was einer zusätzlichen Wirtschaftsleistung von rund 30 Milliarden CHF entspricht. Besonders profitieren könnten kleinere und mittlere Unternehmen, die im Verhältnis zur Unternehmensgrösse typischerweise überproportional belastet sind. Die Ergebnisse zeigen das erhebliche volkswirtschaftliche Potenzial gezielter Entbürokratisierungsreformen, auch in einem bereits solide funktionierenden System wie der Schweiz. Der Vergleich mit Schweden deutet darauf hin, dass föderalistische Autonomie, konsequente Digitalisierung und eine Orientierung an privatwirtschaftlichen Lösungen für eine Entbürokratisierung förderlich sind. Neue Möglichkeiten der Effizienzsteigerung eröffnen sich zudem durch technologische Entwicklungen im Bereich der Künstlichen Intelligenz (KI).

7 Literatur

- Behringer, S., Blättler, S., Heroth, T., Laun, U. & Gesslein, M. (2025). Chancenreport Schweiz 2025 - Stabilität schafft Dynamik. Raiffeisen Schweiz.
- Bigler, H., & Schneider, H. (2019). Der Wert der KMU. Schweizerischer Gewerbeverband sgV. Bern.
- Borusyak, K., Jaravel, X., & Spiess, J. (2024). Revisiting event-study designs: robust and efficient estimation. *Review of Economic Studies*, 91(6), 3253-3285.
- Bundesrat (2013). Bericht über die Regulierungskosten. Bericht des Bundesrates in Erfüllung der Postulate Fournier (10.3429) und Zuppiger (10.3592).
- Callaway, B., & Sant'Anna, P. H. (2021). Difference-in-differences with multiple time periods. *Journal of Econometrics*, 225(2), 200-230.
- Card, David & Krueger, Alan B. (1994): Minimum Wages and Employment: A Case Study of the Fast-Food Industry in New Jersey and Pennsylvania. *American Economic Review*, 84(4), 772–793.
- De Chaisemartin, C., & d'Haultfoeulle, X. (2020). Two-way fixed effects estimators with heterogeneous treatment effects. *American Economic Review*, 110(9), 2964-2996.
- Falck, O., Guo, Y. M., & Pfaffl, C. (2024). Entgangene Wirtschaftsleistung durch hohen Bürokratieaufwand. ifo Studie im Auftrag der IHK für München und Oberbayern.
- Gatja, P. & Künzi, K. (2023). Administrative Belastung in den freien Berufen. Studie im Auftrag des Schweizerischen Verbands freier Berufe (SVFB). Büro BASS.
- Gerny, D. (2023). «Jedes Jahr wird die Gesetzesflut grösser»: Fünf Irrtümer über die Regulierungswut in der Schweiz. NZZ vom 28.12.2023.
- KMU-Forum. (2024). Tätigkeitsbericht für die Amtsperiode 2020-2023. Dokument verfügbar unter: <https://www.news.admin.ch/news/message/attachments/86140.pdf>
- KPMG und Schweizerischer Gewerbeverband sgV (2010). Schlussbericht: Messung der Regulierungskosten für die KMU. Bern.
- Mosler, M. & Schaltegger, C. (2022). Schwächt das Bürokratiewachstum die Wirtschaft? Effekte der öffentlichen Budgetkomposition auf kantonaler Ebene auf die regionale Wirtschaftsentwicklung in der Schweiz. Institut für Schweizer Wirtschaftspolitik (IWP) an der Universität Luzern.
- Vokinger, K. N., & Schneider, D. (2023). Entwicklung in der Gesetzgebung und Gesetzesqualität, 1972-2022. Eine empirische Analyse ausgewählter Indikatoren zum internationalen Recht und Bundesrecht. Jusletter vom 18. Dezember 2023.

SECO, Staatssekretariat für Wirtschaft. (2023). Bürokratiemonitor: Administrative Entlastung dank Digitalisierung. Link aufgerufen am 11.07.25 unter: <https://www.news.admin.ch/de/nsb?id=93320>

Terzi, A., & Marrazzo, P. M. (2017). *Wide-reaching Structural Reforms and Growth: A Cross-country Synthetic Control Approach* No. 82a. Center for International Development at Harvard University.

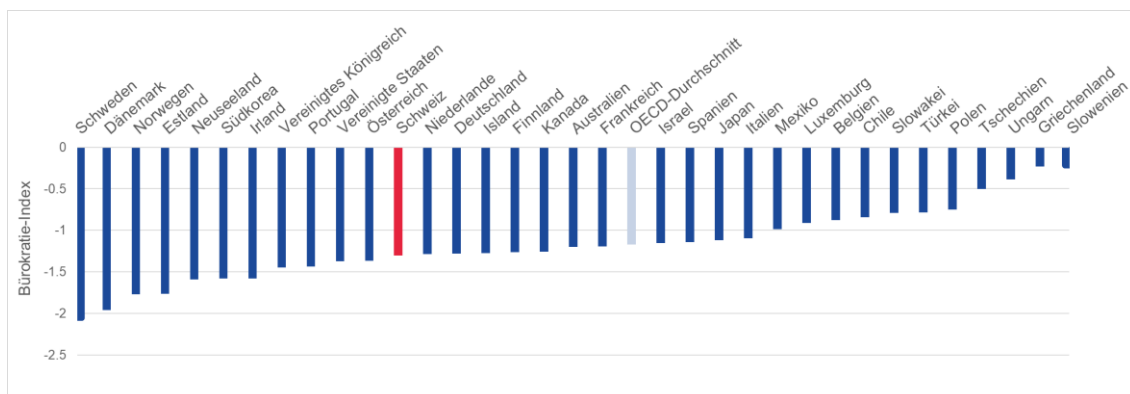
VSE, Verband Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen. (2025). Rückblick Sommersession 2025. Link aufgerufen am 17.07.2025 unter: <https://www.strom.ch/de/schwerpunkte/aktuell-im-bundeshaus>

Weltbank. (2023). Volkswirtschaftliche Gesamtrechnungen. Abgerufen von <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.CD>

Weltbank. (2021). Doing Business. Abgerufen von <https://archive.doingbusiness.org/en/doing-business>

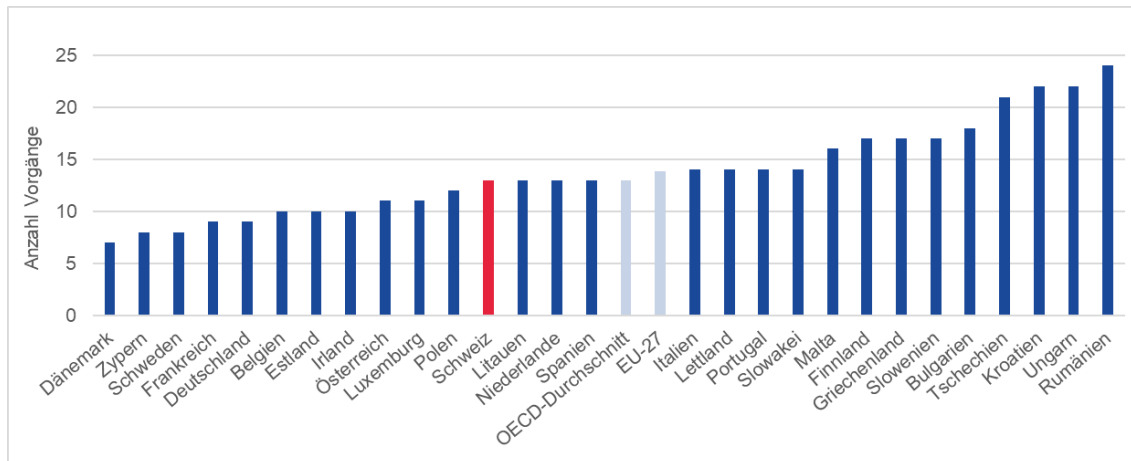
A Anhang

Abbildung 6: Bürokratieindex der OECD-Länder



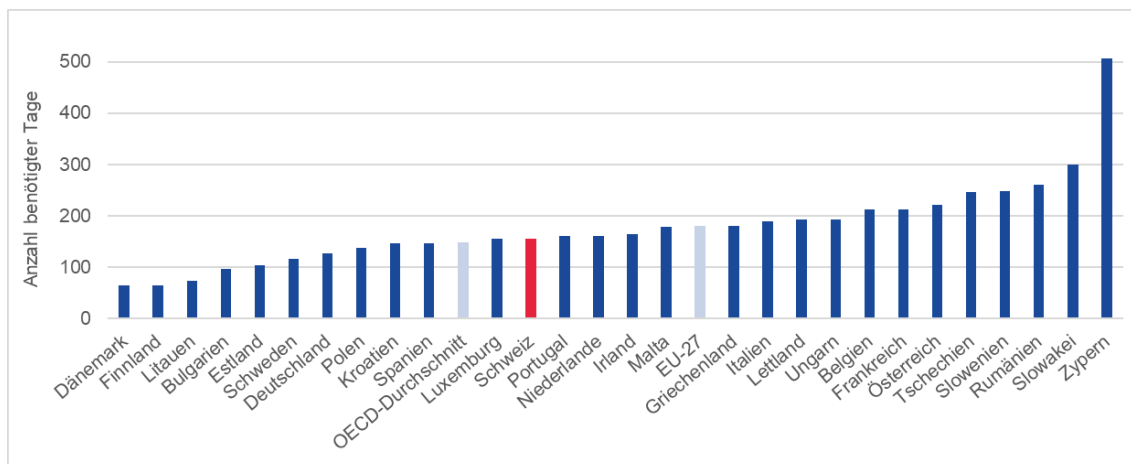
Quelle: Berechnungen des ifo Instituts basierend auf Daten der Weltbank. Ein Wert von «Null» entspricht dem Durchschnitt aller in die Untersuchung eingeschlossenen Länder (inklusive Nicht-OECD-Länder) in 2006. Darstellung: BSS.

Abbildung 7: Baugenehmigung – Anzahl benötigter Vorgänge



Quelle: Weltbank. Darstellung: BSS.

Abbildung 8: Baugenehmigung – Anzahl benötigter Tage



Quelle: Weltbank. Darstellung: BSS.

Tabelle 2: Einzelindikatoren des Bürokratieindex für ausgewählte Länder

Land	Baugenehmigung (# Vorgänge)	Baugenehmigung (Tage)	Anmeldung von Eigentum (# Vorgänge)	Anmeldung von Eigentum (Tage)	Aufwand für Steuererklärungen (Häufigkeit pro Jahr)	Aufwand für Steuererklärungen (h pro Jahr)	Export Dokumentierungsaufwand (h)	Import Dokumentierungsaufwand	Export Zollabwicklung (h)	Import Zollabwicklung (h)
Schweiz	13	156	4	16	19	63	2	2	1	1
Österreich	11	222	3	21	12	131	1	1	0	0
Belgien	10	212	8	49	11	136	1	1	0	0
Bulgarien	18	97	8	19	14	441	2	1	4	1
Kroatien	22	146	5	33	12	206	1	1	0	0
Zypern	8	507	7	9	16	120	2	2	18	15
Tschechien	21	246	4	28	8	230	1	1	0	0
Dänemark	7	64	3	4	10	132	1	1	0	0
Estland	10	103	3	18	8	50	1	1	2	0
Finnland	17	65	3	62	8	90	2	1	36	2
Frankreich	9	213	8	42	9	139	1	1	0	0
Deutschland	9	126	6	52	9	218	1	1	36	0
Griechenland	17	180	11	26	8	193	1	1	24	1
Ungarn	22	193	4	18	11	277	1	1	0	0
Irland	10	164	5	32	9	82	1	1	24	24
Italien	14	190	4	16	14	238	1	1	0	0

Land	Baugenehmigung (# Vorgänge)	Baugenehmigung (Tage)	Anmeldung von Eigentum (# Vorgänge)	Anmeldung von Eigentum (Tage)	Aufwand für Steuererklärungen (Häufigkeit pro Jahr)	Aufwand für Steuererklärungen (h pro Jahr)	Export Dokumentierungsaufwand (h)	Import Dokumentierungsaufwand	Export Zollabwicklung (h)	Import Zollabwicklung (h)
Lettland	14	192	4	17	7	169	2	1	24	0
Litauen	13	74	3	4	10	95	3	1	7	0
Luxemburg	11	155	7	27	23	55	1	1	0	0
Malta	16	179	7	17	8	139	24	1	24	2
Niederlande	13	161	5	3	9	119	1	1	0	0
Polen	12	137	6	135	7	334	1	1	0	0
Portugal	14	160	1	10	8	243	1	1	0	0
Rumänien	24	260	6	15	14	163	1	1	0	0
Slowakei	14	300	3	17	8	192	1	1	0	0
Slowenien	17	248	7	51	10	233	1	1	0	0
Spanien	13	147	6	13	9	143	1	1	0	0
Schweiden	8	117	1	7	6	122	1	1	2	0
EU-27	14	180	5	27	10	174	2	1	7	2

